

b. de te herstellen schade is aangericht in krachtens de wet van 12 juli 1976 bij koninklijk besluit tot algemene rampgebieden verklaarde zones."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE - BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 - 1812

27 AVRIL 1995. - Décret relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE Ier. - Définitions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, 6 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 147 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- la Commission : la Commission communautaire française;
- l'Institut : l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle créé par décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994;
- la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement : la Commission créée au sein de l'Institut chargé de remettre des avis dans les domaines de l'emploi, de la formation et de l'enseignement, visée à l'article 28 du décret précité;
- le demandeur d'emploi inoccupé : toute personne, sans travail, disponible pour travailler, à la recherche d'un travail.

CHAPITRE II. - Objet

Art. 3. § 1^{er}. Le Collège peut agréer des organismes d'insertion socio-professionnelle et subventionner leurs activités de formation professionnelle, en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail.

Sont visés les demandeurs d'emploi inoccupés de la Région de Bruxelles-Capitale qui ne sont pas détenteurs, au début de l'activité, du certificat d'enseignement secondaire supérieur décerné par le Ministère de l'Éducation ou de tout autre diplôme équivalent et qui sont dans l'impossibilité de répondre aux offres d'emploi disponibles sur le marché du travail en raison de la faiblesse ou de l'absence de qualification professionnelle, de leur dénuement social ou du fait de discriminations visant le groupe spécifique auquel ils appartiennent.

§ 2. Sont exclus de l'objet du présent décret les organismes qui sont agréés par la Commission, pour un objet similaire, dans un autre cadre législatif, décretaal ou réglementaire, notamment en matière d'intégration et de reclassement des handicapés.

Art. 4. § 1^{er}. L'agrément des organismes et la subvention de leurs activités concourent à :

- promouvoir des actions d'insertion socio-professionnelle en faveur des publics visés à l'article 3;
- promouvoir des actions de coordination et de concertation locales portant sur les matières de formation et d'insertion socio-professionnelle;
- octroyer aux participants des actions d'insertion socio-professionnelle ainsi promues le statut de stagiaire en formation professionnelle et le bénéfice des avantages y afférents conformément aux dispositions adoptées en la matière pour les stagiaires en formation professionnelle à l'Institut.

Les actions d'insertion socio-professionnelle sont l'ensemble des opérations qui visent l'accès à une qualification professionnelle et à un emploi rémunéré, couvert par la sécurité sociale. L'action se traduit par la mise en œuvre, dans une démarche intégrée, d'opérations d'accueil, de guidance, d'éducation permanente, de formation professionnelle et de mise au travail en entreprise. Les opérations de formation professionnelle intégrées aux actions sont définies à l'article 5.

Les actions de concertation et de coordination sont les opérations visant, dans le cadre d'actions d'insertion socio-professionnelle à la mobilisation et à l'association structurelle des différents partenaires de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'insertion socio-professionnelle.

§ 2. Les actions à promouvoir sont mises en œuvre par les organismes dans le cadre de conventions de partenariat avec l'Institut. Les conventions sont conclues suivant les modalités déterminées par le Collège, après avis successif de la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement et du Comité de gestion de l'Institut.

§ 3. Les organismes s'engagent à susciter, au cours des actions d'insertion, l'inscription des participants comme demandeurs d'emploi auprès de l'Office régional bruxellois de l'emploi.

Art. 5. § 1er. Les organismes sont agréés et leurs activités sont subventionnées sur base du présent décret, pour la mise en œuvre d'une ou plusieurs opérations qui sont intégrées aux actions à promouvoir et qui relèvent des compétences de reconversion et de recyclage professionnels de la Commission.

Il s'agit :

- dans le cadre des actions d'insertion socio-professionnelle, d'opérations :
 - 1° de formation professionnelle qualifiante;
 - 2° de formation professionnelle qualifiante en alternance emploi/formation;
 - 3° de formation de base pré-qualifiante (ou pré-formation);
 - 4° d'alphabétisation;
 - 5° de formation par le travail;
- dans le cadre des actions de coordination et de concertation locales, d'opérations :
 - 6° de concertation des opérateurs locaux de formation;
 - 7° de coordination des filières de formation;
 - 8° d'initiation et de détermination professionnelle du public local.

§ 2. Les opérations de formation professionnelle qualifiante consistent :

- soit en l'apprentissage d'un métier, d'une profession, d'une fonction;
- soit en l'actualisation et la qualification dans le métier, la profession ou la fonction.

Elles doivent concourir à l'accès à un emploi qualifié dans un secteur professionnel donné, public ou privé.

§ 3. Les opérations de formation professionnelle qualifiante en alternance emploi/formation consistent en des opérations de formation professionnelle organisées en alternance avec des périodes d'apprentissage professionnel prestées en entreprise, auprès d'un employeur public ou privé, dans le cadre d'un contrat d'apprentissage pour les professions salariées régi par la loi du 19 juillet 1983, d'une convention emploi/formation régie par l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986, d'un contrat de travail ou de toute autre forme contractuelle assimilée agréée par le Collège. L'apprentissage en entreprise porte sur l'acquisition de compétences professionnelles en lien direct avec le contenu de la formation et qui concourent à l'accès à un emploi qualifié dans un secteur professionnel donné, public ou privé.

§ 4. Les opérations de formation de base pré-qualifiante (ou pré-formation) consistent en l'acquisition des pré-requis professionnels et la remise à niveau des connaissances générales nécessaires à l'exercice d'un emploi ou à la poursuite d'une formation professionnelle qualifiante. Elles consistent également en l'observation du public en situation de formation et d'apprentissage professionnel pour déceler les aptitudes physiques et intellectuelles et déterminer l'orientation professionnelle la plus favorable.

Les formations de base visent les personnes qui ne sont pas détentrices, au début de l'activité, du certificat de l'enseignement secondaire inférieur décerné par le Ministre de l'Éducation ou de tout autre diplôme équivalent.

§ 5. Les opérations d'alphabétisation consistent en l'acquisition des pré-requis et la remise à niveau des connaissances en matière de lecture, d'écriture et de calcul, en vue de poursuivre une formation professionnelle qualifiante ou une formation de base. L'alphabétisation vise les personnes qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture dans leur langue maternelle et qui ne sont pas détentrices, au début de l'activité, du certificat d'étude de base décerné par le Ministère de l'Éducation ou de tout autre diplôme équivalent.

§ 6. Les opérations de formation par le travail procèdent par une mise en situation de travail réel dans un cadre d'activités organisées au sein même de l'organisme, donnant lieu à la production, commercialisée ou non, de biens ou de services. Elles consistent en l'acquisition des pré-requis professionnels nécessaires à l'exercice d'un emploi ou à la poursuite d'une formation professionnelle qualifiante. Elles s'accompagnent nécessairement d'une formation de base pré-qualifiante. Elles visent les personnes qui ne sont pas détentrices, au début de l'activité, du certificat de l'enseignement secondaire inférieur décerné par le Ministère de l'Éducation ou de tout autre diplôme équivalent.

§ 7. Les opérations de concertation des opérateurs locaux de formation qui relèvent des compétences de formation professionnelle portent sur le contenu des formations, l'articulation des divers types d'opérations de formation décrites ci-dessus, en filières de formation finalisées à l'emploi. Elles consistent en la consultation, à l'échelon local, des organismes d'insertion socio-professionnelle et des centres locaux d'enseignement technique et professionnel, d'enseignement de promotion sociale et de formation des classes moyennes.

§ 8. Les opérations de coordination des filières de formation consistent à articuler le développement des organismes de formation professionnelle menées par divers opérateurs de formation et à faciliter les passerelles de l'une à l'autre, permettant au public de se construire un itinéraire d'insertion socio-professionnelle.

§ 9. Les opérations d'initiation et de détermination professionnelles consistent en l'observation du public en situation de formation et d'apprentissage professionnel pour déceler les aptitudes physiques et intellectuelles et déterminer l'orientation professionnelle la plus favorable.

CHAPITRE III. - De l'agrément des organismes

Art. 6. Pour pouvoir être agréés, les organismes doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° avoir un siège dans la Région de Bruxelles-Capitale et y exercer les activités visées par le présent décret;
- 2° être constitués en association sans but lucratif;
- 3° mener des actions en partenariat avec l'Institut conformément aux dispositions de l'article 4;
- 4° organiser dans le cadre de ces actions des opérations telles que visées à l'article 5 depuis au moins un an à la date de la demande d'agrément selon les critères déterminés par le Collège;
- 5° s'engager à se soumettre à un contrôle administratif, pédagogique et budgétaire des activités visées, selon les modalités déterminées par le Collège;
- 6° répondre aux priorités fixées par le Collège après avis de la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement.

Sont réputés remplir les conditions prescrites au premier alinéa, 3 et 4, les organismes qui à la date d'entrée en vigueur du présent décret mènent des actions d'insertion socio-professionnelle et des actions de coordination et de concertation locales, telles que définies à l'article 4, dans le cadre de conventions conclues :

- soit avec l'Office régional bruxellois de l'emploi en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 autorisant l'Office à conclure des conventions de partenariat dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

- soit avec l'Institut en application de l'article 6 de l'arrêté de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle.

Art. 7. La demande d'agrément est accompagnée d'un rapport d'activités dans lequel sont précisés les objectifs et contenus des formations, les modes d'actions envisagés, l'organisation générale et une description des moyens matériels et humains disponibles pour l'organisme.

Art. 8. L'agrément est accordé par le Collège, après avis successifs de la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement et du Comité de gestion de l'Institut, pour une durée de trois ans. Il peut être renouvelé suivant la même procédure.

Art. 9. L'agrément peut être qualifié, selon les modalités à déterminer par le Collège, de plusieurs des labels suivants :

- opérateur de formation professionnelle;
- opérateur de formation en alternance;
- opérateur de pré-formation;
- atelier de formation par le travail;
- opérateur d'alphabétisation;
- mission locale de concertation et de coordination.

Art. 10. Les organismes agréés sont tenus de remettre au moins une fois par an un rapport d'activité.

Art. 11. Le Collège peut retirer l'agrément et les labels d'un organisme lorsque celui-ci ne satisfait plus aux conditions fixées dans le présent décret, après avis successifs de la Commission consultative Emploi-Formation-Enseignement et du Comité de gestion de l'Institut.

CHAPITRE IV. - *Du subventionnement des activités*

Art. 12. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège peut octroyer aux organismes agréés une subvention de base couvrant leurs frais généraux de fonctionnement.

Art. 13. § 1er. A charge de son budget propre et dans les limites des crédits budgétaires, l'Institut peut octroyer aux organismes agréés, dans le cadre des conventions de partenariat prévues à l'article 4, § 2, une subvention complémentaire couvrant les frais occasionnés pour la mise en œuvre des opérations visées à l'article 5.

Peuvent également bénéficier de la subvention de l'Institut, sans être agréés :

- les organismes qui mènent des opérations en partenariat avec l'Institut depuis moins d'un an ou dont la demande d'agrément est à l'examen;
- les organismes qui mènent des opérations en partenariat avec l'Institut, à titre temporaire, pour une durée maximum d'un an.

§ 2. La subvention est octroyée par l'Institut sur base des demandes annuelles des organismes.

§ 3. La subvention couvrira en tout ou en partie les frais occasionnés par les opérations visées à l'article 5.

§ 4. Les organismes sont tenus de s'assurer des financements complémentaires, nécessaires à la mise en œuvre des actions, auprès des pouvoirs publics, et d'éventuels fonds professionnels, compétents en matière de formation, d'emploi et d'éducation permanente.

CHAPITRE V. - *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 14. § 1er. Le décret de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée sera abrogé à la date fixée par le Collège et au plus tard, et de plein droit, quatre mois après la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle.

Bruxelles, le 27 avril 1995.

Ch. PICQUE,
Président du Collège.

D. GOSUIN,
Membre du collège.

D. HARMEL,
Membre du Collège.

R. HOTYAT,
Membre du Collège.

D. VAN EYLL,
Membre du Collège.

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 - 1812

[C — WIN — 31300]

27 APRIL 1995. — Decreet betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, 116, § 1, 121, § 1, 1ste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 147 en 175 van de Grondwet, uit hoofde van de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder :

- de Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie
- het Instituut : het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding opgericht door het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie;
- de Adviescommissie : de commissie Tewerkstelling-Opleiding-Onderwijs die binnen het Instituut werd belast met het geven van advies over tewerkstellings-, opleidings- en onderwijsaangelegenheden, bedoeld in artikel 28 van voornoemd decreet;
- de werkloze werkzoekende : elke persoon die zonder werk zit, die beschikbaar is en die werk zoekt.

HOOFDSTUK II. — *Doel*

Art. 2. § 1. Het College kan organismen voor socio-professionele inschakeling erkennen en hun beroepsopleidingsactiviteiten subsidiëren, om de kansen van de werkloze en laaggeschoolde werkzoekenden op het vinden of terugvinden van werk te vergroten.

De hierbedoelde werkloze werkzoekenden uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn geen houder, bij het begin van de activiteit, van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs afgeleverd door het Ministerie van Onderwijs of een evenwaardig diploma. Ze bevinden zich in de onmogelijkheid om op de op de arbeidsmarkt beschikbare werkaanbiedingen in te gaan wegens lage of ontbrekende beroepskwalificaties, wegens hun algemene kansarmoede of wegens discriminatie van de specifieke groep waartoe ze behoren.

§ 2. De organismen die voor een gelijkaardig doel door de Commissie erkend werden binnen een ander wetgevend, decretaal of reglementair kader, inzonderheid inzake integratie en reklassering van gehandicapten, worden van de toepassing van dit decreet uitgesloten.

Art. 4. § 1. De erkenning van de organismen en de subsidiëring van hun activiteiten dragen bij tot :

- het bevorderen van acties inzake socio-professionele inschakeling ten voordeel van de doelgroepen bedoeld in artikel 3;
- het bevorderen van acties inzake plaatselijke coördinatie en overleg rond vorming en socio-professionele inschakeling;
- het toekennen aan de deelnemers aan deze socio-professionele inschakelingsacties van het statuut van stagiair in beroepsopleiding en van de ermee verband houdende voordelen, conform aan de bepalingen die werden aangenomen voor de stagiaires in beroepsopleiding bij het Instituut.

De socio-professionele inschakelingsacties omvatten alle operaties die gericht zijn op het verwerven van een beroepskwalificatie en van een bezoldigde betrekking, gedekt door het sociale zekerheidsstelsel. De geïntegreerde uitvoering van de actie omvat onthaal, begeleiding, voortdurende vorming, beroepsopleiding en tewerkstelling in een onderneming. De beroepsopleiding die van deze acties deel uitmaakt wordt nader bepaald in artikel 5

De overleg- en coördinatieacties zijn bedoeld om, in het raam van socio-professionele inschakelingsacties, de verschillende partners betrokken bij tewerkstelling, beroepsopleiding en socio-professionele inschakeling te mobiliseren en structureel te verenigen.

§ 2. De te bevorderen acties worden door de organismen uitgevoerd in het raam van partnerschapsovereenkomsten met het Instituut. De overeenkomsten worden gesloten volgens modaliteiten bepaald door het College, na het inwinnen van de op elkaar volgende adviezen van de Adviescommissie en van het Beheerscomité van het Instituut

§ 3. De organismen verbinden zich tot het aanmoedigen van de deelnemers aan de inschakelingsacties om zich als werkzoekende in te schrijven bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling

Art. 5. § 1 De organismen worden erkend en hun activiteiten worden gesubsidieerd, op basis van dit decreet, voor het uitvoeren van één of meerdere acties die deel uitmaken van de te bevorderen acties en die behoren tot de her- en omscholingsbevoegdheden van de Commissie

Worden bedoeld

- in het raam van de acties voor socio-professionele inschakeling, de operaties inzake
 - 1° kwalificerende beroepsopleiding;
 - 2° kwalificerende beroepsopleiding door alternerend werken en leren;
 - 3° kwalificerende voor-opleiding.

4° alfabetisering;

5° opleiding door tewerkstelling;

— in het raam van de plaatselijke coördinatie- en overlegacties, de operaties inzake :

6° overleg tussen de plaatselijke verstrekkers van de opleidingen;

7° coördinatie tussen de opleidingstrajekten;

8° kennismaken met beroepen en beroepskeuze gericht op de lokale doelgroep.

§ 2. De kwalificerende beroepsopleidingsoperaties omvatten :

— hetzij het aanleren van een stiel, een beroep, een functie;

— hetzij de actualisering en kwalificering van de stiel, het beroep of de functie.

Ze moeten bijdragen tot het verwerven van een gekwalificeerde betrekking in een bepaalde beroepssector bij de overheid of in de privésector.

§ 3. De operaties inzake kwalificerende beroepsopleiding door middel van alternerend werken en leren bestaan uit beroepsopleidingsoperaties die alterneren met periodes van beroepsopleiding in een onderneming, bij een openbare of privé werkgever met een leerovereenkomst voor loontrekkenden vallend onder de wet van 19 juli 1983, met een overeenkomst tewerkstelling/opleiding vallend onder het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986, met een arbeidsovereenkomst of onder elke andere gelijkgestelde overeenkomst die door het College werd erkend. De beroepsopleiding in een onderneming heeft betrekking op het verwerven van beroepsbekwaamheden die rechtstreeks in verband staan met de inhoud van de opleiding en die bijdragen tot het verwerven van een gekwalificeerde betrekking in een bepaalde beroepssector bij de overheid of in de privésector.

§ 4. De operaties inzake kwalificerende basis voor-opleiding (of voor-opleiding) bestaan uit het verwerven van de vereiste beroepsvoorkennis en uit het oprispen van de noodzakelijke algemene kennis voor het uitoefenen van een beroep of voor het verderzetten van kwalificerende beroepsopleiding. Ze bestaan eveneens uit de observatie van de deelnemers tijdens de cursussen en de opleiding in de ondernemingen om hun lichamelijke en intellectuele geschiktheid na te gaan en daardoor de gunstigste beroepskeuze te helpen bepalen.

De basisopleidingen zijn bedoeld voor personen die, bij het begin van de activiteit, geen houder zijn van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs afgeleverd door het Ministerie van Onderwijs of eender welk ander gelijkwaardig diploma.

§ 5. De alfabetiseringsoperaties bestaan uit de verwerving van de vereiste vaardigheden en uit het op niveau brengen van de kennis op het vlak van het lezen, schrijven en rekenen, om een basisopleiding te kunnen volgen. De alfabetisering richt zich tot personen die het lezen en schrijven in hun moedertaal niet beheersen en die, bij het begin van de activiteit, geen houder zijn van een getuigschrift van het basisonderwijs of enig ander gelijkwaardig diploma.

§ 6. Bij operaties inzake opleiding door tewerkstelling wordt de werkzoekende, binnen een raamwerk van algemene activiteiten georganiseerd door het organisme zelf, in een echte werksituatie geplaatst die aanleiding geeft tot het voortbrengen van goederen of diensten, al of niet gecommercialiseerd. Deze operaties bestaan uit de verwerving van de vereiste beroepsvaardigheden die nodig zijn voor het uitoefenen van een betrekking of voor het volgen van een kwalificerende beroepsopleiding. Ze worden noodzakelijkerwijze samen met een kwalificerende basis voor-opleiding uitgevoerd. Ze richten zich tot personen die, bij het begin van de activiteit, geen houder zijn van een getuigschrift van lager secundair onderwijs afgeleverd door het Ministerie van Onderwijs of van enig ander gelijkwaardig diploma.

§ 7. De overlegoperaties tussen de plaatselijke verstrekkers van de opleidingen die onder de bevoegdheid beroepsopleiding vallen hebben betrekking op de inhoud van de opleiding, op de samenhang tussen de verschillende hiervoor beschreven soorten operaties om te komen tot opleidingsprojecten die uitmonden in tewerkstelling.

Ze bestaan uit de raadpleging op het plaatselijk vlak, van de organismen voor socio-professionele inschakeling en van de lokale centra voor technisch- en beroepsopleiding, voor onderwijs voor sociale promotie en voor middenstandsopleiding.

§ 8. De coördinatieoperaties tussen de opleidingstrajekten bestaan uit het laten samenwerken en het ontwikkelen van de beroepsopleidingsorganismen die door verschillende opleidingsverstrekkers geleid worden en uit het vergemakkelijken van de overstapmogelijkheden, waardoor de doelgroep in staat wordt gesteld om een socio-professioneel inschakelingstraject uit te bouwen.

§ 9. De operaties inzake kennismaking met beroepen en beroepskeuze bestaan uit de observatie van de doelgroep tijdens de beroepsopleiding en de leerovereenkomst om de lichamelijke en intellectuele vaardigheden vast te stellen en de gunstigste beroepskeuze te bepalen.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning van de organismen*

Art. 6. Om voor erkenning in aanmerking te komen, moeten de organismen aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° over een vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschikken en er de activiteiten uitoefenen die door dit decreet bedoeld worden;

2° opgericht zijn als vereniging zonder winstgevend doel;

3° acties uitvoeren in partnerschap met het Instituut, conform aan de bepalingen van artikel 4;

4° in het raam van deze acties, sinds minstens één jaar voor de datum van de erkenningsaanvraag en volgens de nadere regeling bepaald door het College, operaties organiseren zoals bedoeld in artikel 5

5° een verbintenis aangaan om zich, volgens de nadere regeling bepaald door het College, te onderwerpen aan administratieve, pedagogische en begrotingscontrole van de bedoelde activiteiten;

6° overeenstemmen met de prioriteiten vastgelegd door het College, na advies van de Adviescommissie.

De organismen die op de datum van in werking treden van dit decreet reeds socio-professionele inschakelingsacties en plaatselijke coördinatie- en overlegacties uitvoeren, zoals bepaald in artikel 4, worden geacht aan de voorwaarden 3 en 4 uit de eerste alinea te voldoen, als de acties kaderen in overeenkomsten gesloten met

— hetzij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, in toepassing van het Besluit van 27 juni 1991 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve waarbij de Dienst de toelating kreeg om partnerschap overeenkomsten te sluiten in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling,

— hetzij het Instituut, in toepassing van artikel 6 van het Besluit van 12 mei 1987 van de Franse gemeenschap betreffende de beroepsopleiding.

Art. 7. Bij de erkenningsaanvraag wordt een werkingsverslag gevoegd waarin de doelstellingen en de inhoud van de opleidingen, de gebruikte actievormen en de algemene organisatie nader bepaald worden en waarin de materiële middelen en de mankracht waarover het organisme beschikt beschreven worden.

Art. 8. Na het inwinnen van de opeenvolgende adviezen van de Adviescommissie en van het Beheerscomité van het Instituut, verleent het College de erkenning voor de duur van drie jaar. Deze erkenning kan volgens dezelfde procedure hernieuwd worden.

Art. 9. De erkenning kan, volgens de nadere regeling bepaald door het College, op meerdere der volgende vormingswijzen betrekking hebben en de volgende labels dragen :

- verstrekker van beroepsopleiding;
- verstrekker van alternerende opleiding;
- verstrekker van voor-opleiding;
- atelier voor opleiding door tewerkstelling;
- verstrekker van alfabetisering;
- plaatselijk organisme voor overleg- en coördinatie.

Art. 10. De erkende organismen moeten minstens éénmaal per jaar een werkingsverslag indienen.

Art. 11. Het College kan de erkenning en de labels intrekken als het organisme niet langer aan de door dit decreet vastgestelde voorwaarden voldoet, na het inwinnen van de opeenvolgende adviezen van de Adviescommissie en van het Beheerscomité van het Instituut.

HOOFDSTUK IV. — *De subsidiëring van de activiteiten*

Art. 12. Het College kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, aan de erkende organismen subsidies toekennen om hun algemene werkingskosten te dekken.

Art. 13. § 1. In het raam van de partnerschapovereenkomsten bedoeld in artikel 4, 2de paragraaf kan het Instituut, ten laste van de eigen begroting en binnen de perken van de begrotingskredieten, aan de erkende organismen een aanvullende subsidie toekennen om de kosten veroorzaakt door het uitvoeren van de operaties bedoeld in artikel 5 te dekken.

Het Instituut kan eveneens subsidies toekennen aan niet-erkende organismen indien ze :

— sinds minder dan één jaar operaties uitvoeren in partnerschap met het Instituut of indien hun erkenningsaanvraag in onderzoek is;

— tijdelijk en voor hoogstens één jaar operaties uitvoeren in partnerschap met het Instituut

§ 2. De subsidie wordt door het Instituut toegekend op basis van de jaarlijkse aanvragen ingediend door de organismen.

§ 3. De subsidie dekt alle of een deel van de kosten veroorzaakt door de operaties bedoeld in artikel 5.

§ 4. De organismen moeten zorgen voor de aanvullende financieringen die nodig zijn voor het uitvoeren van de acties door beroep te doen op de overheid en op fondsen van de beroepssectoren die bevoegd zijn voor opleiding, tewerkstelling en voortdurende vorming.

HOOFDSTUK V. — *Slothebalingen en opheffingsbepalingen*

Art. 14. § 1. Het decreet van 17 juli 1987 van de Franse gemeenschap betreffende de erkenning en de subsidiëring van sommige organismen die activiteiten inzake socio-professionele inschakeling of inzake voortgezette beroepsopleiding uitoefenen wordt opgeheven op de datum vastgesteld door het College en ten laatste, en van rechtswege, vier maanden na het in werking treden van dit decreet.

§ 2. Dit decreet heeft uitwerking vanaf 1 september 1995

Brussel, 12 april 1995.

Ch. PICQUE,
De Voorzitter.

F. 95 - 1813

[C — WIN — 31299]

13 AVRIL 1995. — Arrêté-cadre 95/257 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socio-professionnelle de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 60 millions pour l'année 1995

Le Collège,

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;